

ÉDITORIAL

Le colonel amoral

Il va sans dire qu'il y a matière à se réjouir deux fois plutôt qu'une de la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien emprisonnés et torturés durant huit ans dans les geôles libyennes. Mais l'empressement qu'a manifesté le président Sarkozy en signant un certain nombre d'accords avec le colonel Kadhafi au lendemain de cette délivrance laisse un goût amer.

On ne répètera jamais assez que ces infirmières et ce docteur ont été les victimes d'une injustice à la fois immonde et violente. Pendant des années, ces neuf personnes ont été l'objet de sévices en tout genre commandés par celui qui pendant 30 ans fut le héros de groupes terroristes tout en peaufinant en parallèle sa conception de coups tordus. Il s'agit évidemment du sinistre colonel Kadhafi, personnification vivante d'Idi Amin Dada et du général Pinochet. Oui! L'homme est si retors qu'il en vaut deux.

À preuve, il a usé avec abondance de ses prisonniers comme monnaie d'échange au cours des trois dernières années. Soit entre le début des négociations entre représentants européens et leur conclusion. Et dans quel but? Un, récupérer en tout ou en partie les sommes qu'il a été dans l'obligation d'accorder à titre de réparations pour les victimes des attentats de Lockerbie et du DC 10 UTA au-dessus du Niger. Deux, obtenir des Occidentaux qu'ils investissent dans les infrastructures d'un pays économiquement paradoxal. En effet, cette nation qui compte près de six millions d'habitants et regorge de ressources naturelles, surtout de gaz et de pétrole, affiche un énorme retard en matière de développement. En clair, il y a beaucoup à faire et donc beaucoup à gagner. Financièrement s'entend.

Dans les mois qui précéderent l'offensive contre l'Irak, on se souviendra que Kadhafi avait décidé de fermer son arsenal d'armes de destruction massive et de stopper toute recherche nucléaire. Le geste avait été perçu positivement par les gouvernements américain et britannique au premier chef. Mais pour cause d'infirmières accusées d'avoir inoculé le virus du sida à des enfants malgré les dénégations formulées après enquête par des scientifiques de haut vol, certaines nations européennes rechignaient encore à franchir le Rubicon. Ça ne devrait plus être le cas.

Il ne devrait plus en être ainsi depuis que Sarkozy a apposé sa signature sur une ribambelle d'accords. Qu'on y pense: les ententes portent sur les relations économiques, évidemment, mais également militaires, culturelles et scientifiques. Il a même été convenu que l'industriel français Areva, le géant du nucléaire civil, construirait une centrale. Il a été décidé également de construire un... hôpital en mesure de soigner les personnes atteintes du VIH. Ou? À Benghazi, soit précisément là où les Bulgares auraient accompli leur noir dessein dont la finalité consistait à éliminer tous les Libyens.

À la faveur de la visite du président français, Kadhafi a fait d'une pierre deux coups. Grâce aux Bulgares, c'est le cas de le dire, il a récolté des millions en espèces en plus d'avoir reçu l'assurance que des milliards seraient investis au cours des prochaines années. Son but premier étant de doubler la production de pétrole d'ici 2012 et de dépasser ainsi le Nigeria, le Venezuela et... l'Irak. La Libye se glissera alors parmi les dix géants de l'OPEP.

Le dernier acte de ce feuilleton a ceci de gênant que Kadhafi gagne sur toute la ligne. Certaines compagnies également. Il est aussi plus que probable que la cote de popularité de Sarkozy va monter en flèche, l'homme s'étant employé, d'ailleurs avec habileté, à jouer le héros de la libération des Bulgares par médias interposés. Dans cette histoire, il faut pourtant saluer le travail réalisé par l'ex-premier ministre Tony Blair, qui a mis à profit sa présidence de l'Union européenne pour faire débloquent les pourparlers, ainsi que par les hauts responsables de la Commission européenne, sans oublier la chancelière Angela Merkel.

Au terme de cet épisode, on ne peut que constater que Kadhafi a capitalisé sur le malheur des sujets de SA violence en décrochant, qui plus est, la lune. Hier honni par tous, il est désormais fréquentable. Cela étant, on retiendra la gêne manifestée par les infirmières et le médecin lors des questions posées par des journalistes qui voulaient, à juste titre, que leurs conditions d'emprisonnement soient quelque peu détaillées. Les pauvres ont observé la règle du motus et bouche cousue. La raison? Même leur silence a été négocié. Kadhafi n'est ni moral, ni immoral, mais bien amoral.

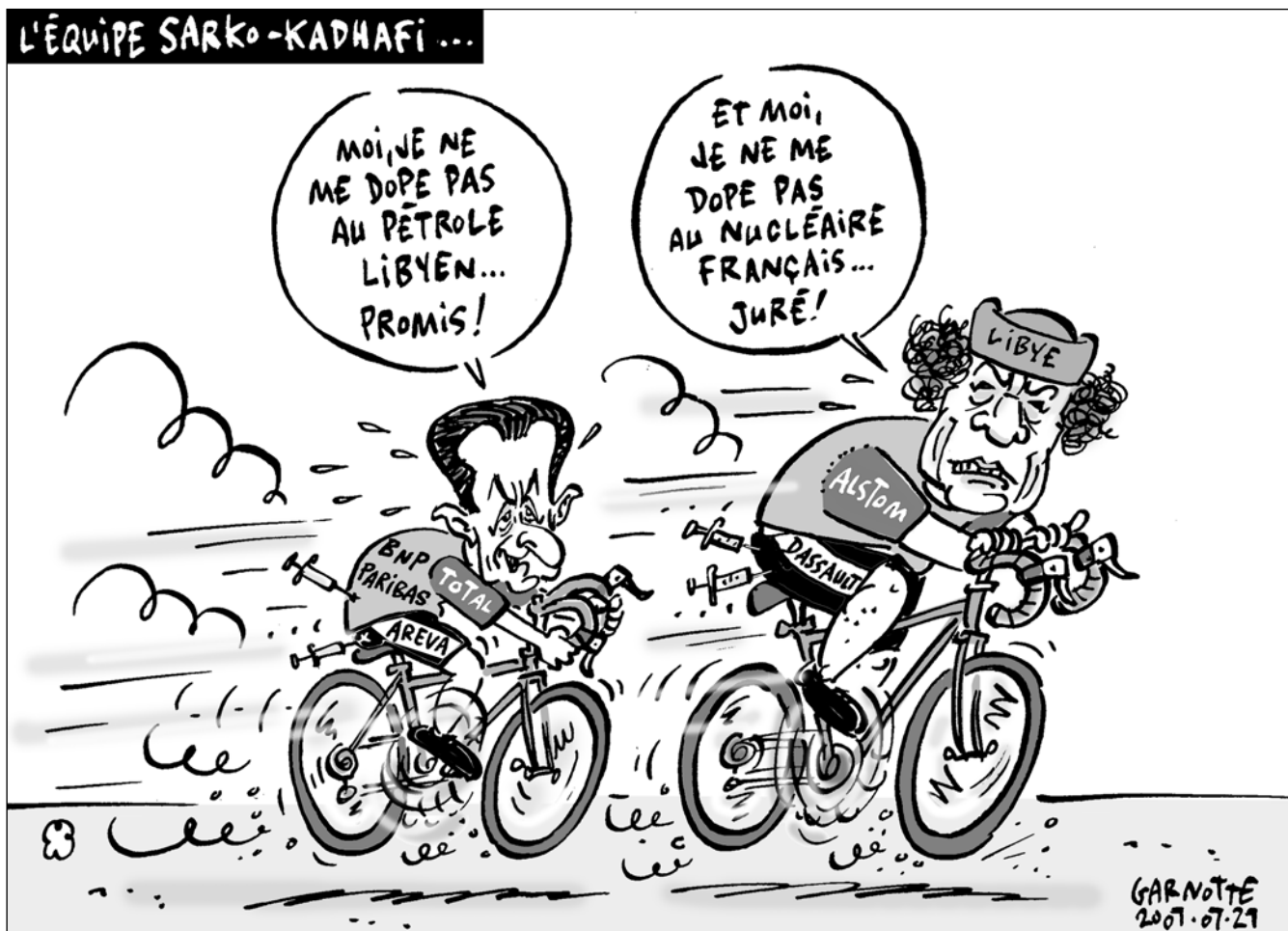


Serge Truffaut

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Vive Le Devoir libre!

Hier, je n'avais que quelques instants pour lire les titres de la première page du *Devoir*. Malgré tout, je me suis quand même arrêté pour lire l'article sur The Police. Vive l'indépendance du journal: vive *Le Devoir* libre! Ne pliez pas aux pressions de ce genre. J'aime mieux ne pas entendre parler d'un spectacle que d'avoir à me taper des publi-reportages (ex.: «*Les billets pour The Police sont maintenant en vente*»). C'est pour cela que je lis *Le Devoir* avec fierté et avec plaisir. Bravo de savoir quand garder la tête haute!
Martin-Alexandre Beaulieu
Montréal, le 26 juillet 2007

Une France en déclin?

La spécialité du nouveau président Sarkozy semble résider dans des coups d'éclat, comme pour rompre avec la monotonie politique française. Voilà maintenant que son épouse s'y met, avec ce cas pathétique des infirmières bulgares...

Faut-il voir dans ces coups d'éclat une façon de cacher les grands problèmes de la France, un pays qui semble incapable de relever les défis de la mondialisation de l'économie? La campagne électorale présidentielle a été incroyablement silencieuse à ce sujet. Aussi, l'incapacité de la France à se conformer aux exigences de l'Union européenne quant au contrôle de son déficit peut en dire long sur une France en déclin, une France qui est de plus en plus reléguée au second plan par rapport aux économies allemande et britannique.

Quant aux causes reliées aux droits de la personne, comme ce coup d'éclat des infirmières bulgares, il faut dire que, si la France veut être crédible en Afrique sur cette question, elle doit cesser d'appuyer des régimes africains qui n'ont aucun respect pour les droits de la personne et retirer tous ses militaires de ce continent. Voilà une œuvre humanitaire que pourrait entreprendre le nouveau président s'il veut redorer le blason de la France au chapitre des droits de l'homme en Afrique.

Gaël Perreault
Coopérante au Burkina Faso
Ouagadougou, le 25 juillet 2007

Un espace qui rétrécit

Je veux, par la présente, me joindre à ceux et celles qui ont déjà exprimé leur déception, leur incompréhension et leur protestation devant des changements apportés à la programmation musicale de Radio-Canada.

D'abord, le fait de retirer l'opéra du samedi après-midi et de remplacer l'un des animateurs les plus compétents et appréciés, Georges Nicholson. Il y avait eu, auparavant, le départ de Pierre Vachon, lui qui nous avait procuré tellement de belles heures, à l'été 2006, à l'occasion de l'année Mozart.

Je ne comprends pas la raison d'être de ces politiques de notre radio d'État. Je considère que c'est un manque de respect pour la «clientèle» de musique classique. Je remarque d'ailleurs que, même dans les plages censées être consacrées à la musique classique le matin à Espace Musique, on introduit de plus en plus d'autres genres musicaux: non pas que je sois opposée aux autres musiques, je suis personnellement plutôt éclectique à ce sujet, mais je remarque cette tendance à diminuer la place du répertoire classique. Et je le regrette beaucoup.

Louise Melançon
Sherbrooke, le 25 juillet 2007

Et l'industrie?

J'ai lu avec plaisir l'article du *Devoir* relatant que Greenpeace accuse l'industrie agricole, et l'éditorial de M. Sansfaçon qui essaie de remettre les pendules à l'heure à ce sujet. Mais il demeure un problème: les médias semblent s'en prendre trop aux propriétaires rivaux: phosphates venant des lave-vaisselle, fosses septiques inadéquates, engrais pour pelouses, déboisement des rives. Ils semblent oublier les principaux pollueurs: l'industrie agricole, dont fait état Greenpeace, et l'industrie forestière.

Dans notre lac, les scientifiques nous disent que plus de 70 % des phosphates viennent de l'industrie forestière. Le gouvernement Charrest prépare un plan qui vise essentiellement les rivaux, mais rien n'est fait pour contrôler

ces deux industries. Le gouvernement semble oublier une autre industrie qui va souffrir: l'industrie touristique.

Maurice Brais
Saint-Donat-de-Montcalm, le 25 juillet 2007

Un hybride monstrueux

En 2004, sous le faux prétexte d'une pénurie imminente d'énergie et d'un besoin de diversification, on a tenté de nous vendre la nécessité du Suroît malgré ses centaines de milliers de tonnes de gaz à effet de serre. En 2007, sous le faux prétexte d'une pénurie imminente de gaz naturel et d'un besoin de diversification, on veut nous vendre la nécessité de Rabaska malgré ses centaines de milliers de tonnes de gaz à effet de serre.

Jadis, sous prétexte de mieux développer ce qui allait devenir le Parc de Forillon, on a forcé des familles entières à s'expatrier contre leur gré. Même chose à Mirabel. À Lévis, sous le principe de développer le terminal méthanier de Rabaska, on forcerait plus de 100 familles à s'expatrier: si le bruit infernal des trois ans de construction ne vient pas à bout de leur résistance, si les risques et atteintes à leur santé engendrés par les opérations de Rabaska ne les font pas réfléchir et fléchir, l'installation déjà planifiée de multiples industries satellites achèvera en peu de temps de vider cette zone verte agricole et résidentielle pour la transformer en zone grise industrielle.

Le Québec, dont les besoins en gaz naturel sont déjà comblés, a pourtant l'avantage d'être l'un des rares endroits au monde ne dépendant pas de ce combustible fossile.

Pourquoi aller à contre-courant du reste du monde — et de nous-mêmes — en nous créant une nouvelle dépendance envers les énergies fossiles, principales responsables des changements climatiques? Pourquoi? Pour qui?

Suroît, Forillon et Mirabel, Rabaska: ne devrions-nous pas apprendre de nos erreurs?

Jacques Levasseur
Président, Association pour la protection de l'environnement de Lévis (APPEL)
Le 25 juillet 2007

LIBRE OPINION

Le jeu syrien

Assad plus déterminé que jamais

Or, le fait que le régime Assad tente de diffuser de telles informations à qui voudrait l'entendre est en soi un signe que Damas ne lâche pas prise devant les pressions internationales et semble être prêt à aller jusqu'au bout, quitte à déstabiliser non seulement le Liban, mais également l'ensemble de la région.

D'ailleurs, à regarder de plus près, l'on se rend compte que la politique syrienne s'aligne de plus en plus sur celle de l'Irak pour contrer une autre politique arabe visant le contrôle de la région, cette fois-ci saoudienne. D'ores et déjà, des observateurs occidentaux et arabes, au fait des politiques internes et régionales des pays arabes, mettent le blâme sur le royaume wahhabite — et notamment sur ses alliés libanais, dont la famille Hariri en particulier — pour avoir monté et financé des groupuscules sunnites intégristes afin de faire face au chiisme de l'Irak et du Hezbollah, groupuscules qui, aujourd'hui, se retournent contre l'Arabie saoudite. Ces groupes fondamentalistes seraient ceux-là mêmes qui se battent aujourd'hui au Liban contre l'Armée libanaise, aidés par les Palestiniens des camps militaires dits de réfugiés, et dont la majorité des combattants seraient de nationalité saoudienne. C'est du moins ce que rapportent les journaux arabes dans la région.

Ainsi, face à une marée chiite qui déferle sur le Moyen-Orient, l'Arabie saoudite semble avoir mis le paquet pour former un axe sunnite dont les premiers affrontements se déroulent en Irak et au Liban. Or, soucieuse de préserver sa place sur l'échiquier régional, la Syrie des Assad s'allie à l'Irak pour s'opposer à trois politiques principales qui tentent de changer le visage du Moyen-Orient. La première est la démocratisation de la région telle que vue par l'administration Bush à travers l'élimination du parti Baas irakien et la mise en place d'une démocratie représentative. La seconde est celle de faire du Liban un exemple de cohabitation de différentes communautés aux intérêts souvent divergents, et ainsi, pousser à la naissance de nouvelles entités régionales politiques démocratiques qui remplaceraient les dictatures en place. Finalement, celle de se voir perdre le droit à une voix de choix sur l'échiquier des grands et de participer à la vision américaine sur l'avenir de la région.

Les trois axes de la politique syrienne Pour ce qui est de la première, Damas a trouvé sa réponse et sa stratégie dans la mobilisation des intégristes et des terroristes, aussi bien chiites que sunnites, en les armant, les entraînant et en leur assurant un refuge et un point de départ pour commettre leurs crimes aussi bien contre les Libanais que contre les Casques bleus de la FINUL. Et lorsqu'ils ne prennent pas la direction de l'Irak pour se battre contre les marines, ils se replient dans les camps militaires palestiniens au Liban. Quant à la seconde, Assad tente de casser une fois pour toutes la notoriété saoudienne par rapport au Liban en brisant le consensus national, en poussant le Hezbollah à paralyser les institutions du pays et en créant le spectre d'une nouvelle guerre d'été à partir du Sud pour ruiner la saison touristique

desespérément attendue par l'ensemble des Libanais. La dernière stratégie damascène viserait alors une alliance avec l'Irak puissant pour faire encore peur aux Arabes des pays du Golfe à travers des signaux qui rendent les pays de cette région nerveux, tel que ce fut le cas il y a quelques jours au Bahreïn à la suite des propos tenus par Téhéran, qui demandait le retour de la partie chiite du Bahreïn dans son giron... Bref, Assad semble avoir lu dans le livre machiavélique de son père feu Hafez al-Assad tout en appliquant ses recettes avec cynisme et détermination, car il n'a plus rien à perdre, mais tout à gagner. La question principale serait alors de savoir si l'Occident tombera encore une fois dans le piège syrien au nom d'une realpolitik qui maintiendrait une certaine stabilité au détriment des libertés, aussi bien du Liban que des autres pays en quête d'un changement notable. La tentative de Paris de rassembler les différentes factions libanaises autour d'un consensus pourrait s'opposer à une partie des plans de Damas, mais c'est aux États-Unis que revient la charge de décider de l'avenir de ce régime de terreur... Or, le problème majeur de Washington, c'est le manque de solutions de rechange au régime actuel en Syrie. Car, entre une dictature d'une minorité alaouite coopérante et un régime d'une majorité sunnite islamiste des Frères musulmans, la logique américaine et celle de l'Occident semblent opter pour la première... Le comble, c'est qu'Assad le sait et en profite pour avancer ses cartes, qui ne tarderont pas à devenir néfastes pour l'ensemble de la sécurité régionale, mais également internationale!

ALAIN-MICHEL AYACHE

Spécialiste du Moyen-Orient, département de science politique, Université du Québec à Montréal